

REPUBLIQUE DU BENIN



MINISTRE D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI (UAC)

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)

Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUE

OPTION : ECONOMIE

FILIERE : ECONOMIE APPLIQUEE

THEME :

***ANALYSE DE L'EFFET DE LA DETTE PUBLIQUE
EXTERIEURE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU
BENIN DE 1960 A 2012***

Réalisé par :

Gilbert William HONOU

&

Sémalon Dominique SODOKIN

Sous la direction de :

Maître de stage

Angelo HOUVESSOU

Economiste en service à la
Direction de la Promotion
Economique

Maître de mémoire

Dr Barthélémy SENOU

Enseignant à l'ENEAM

Année académique : 2014-2015

1^{ère} promotion

AVERTISSEMENT

La Faculté des Sciences Economique et de Gestion n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

DEDICACE

Je dédie ce travail à :

- Mon feu père N'dé HONOU, voici les résultats de tes enseignements et tes multiples efforts ;
- Ma maman chérie Hélène KOWE, pour ta patience, ton courage et ton dévouement ;
- Mes frères ; sœurs et à ma Grande Mère pour leurs soutiens indéfectibles.

Gilbert William HONOU

DEDICACE

Je dédie ce travail à:

Ma tendre mère, DJOSSOU Nondi ;

Mon épouse, TOSSOU Virginie, pour sa patience et ses conseils

Hounnongan TOSSOR GBADESSI Marcellin, pour ses conseils

Sémalon Dominique SODOKIN

REMERCIEMENT

Au moment où nous présentons ce mémoire, nous voudrions remercier tous ceux qui ont renoncé à une partie de leurs occupations pour nous aider à finaliser ce travail. Ces remerciements vont tout particulièrement à l'endroit de :

- ❖ Dr Barthélémy SENOU, enseignant à l'ENEAM, qui, malgré ces multiples occupations à accepter de diriger ce travail ;
- ❖ Tout le corps enseignant de la FASEG pour les efforts consentis pendant les années de notre formation ;
- ❖ Mr Alexandre ZOUNMENO, assistant à la FASEG ;
- ❖ Mr Christophe SODOKIN, assistant à la FASEG ;
- ❖ Mr Angelo HOUVESSOU, économiste en service à la Direction de la Promotion Economique ;
- ❖ Tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce mémoire ;
- ❖ Enfin aux honorables membres de jury qui nous font l'honneur en acceptant d'apprécier ce travail.

SIGLES ET ACCRONYMES:

ADF	: Augmented Dickey-Fuller
AID	: Association Internationale de Développement
BAD	: Banque Africaine de Développement
BIPEN	: Bilan et Perspectives de l'Economie Nationale
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BM	: Banque Mondiale
CAA	: Caisse Autonome d'Amortissement
CV	: Critical Value
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
FAD	: Fonds Africain de Développement
FASEG	: Faculté des Sciences Economique et de Gestion
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire Internationale
IADM	: Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
INSAE	: Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique
IPPTE	: Initiative des Pays Pauvres Très Endettés
MCO	: Moindre Carrée Ordinaire
MCE	: Modèle à Corrélation d'Erreur
MEFPD	: Ministère de l'Economie et des Finances et des Programmes de Dénationalisation
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAS	: Programme d'Ajustement Structurels
PIB	: Produit Intérieur Brut
VAN	: Valeur Actuelle Nette

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUE

- **TABLEAUX**

Tableau1 : les différentes variables et leurs signes..... 21

Tableau2 : test d'ADF sur les variables..... 30

- **GRAPHIQUES**

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique du Bénin de 1960 à 2012... 28

Graphique2 : Evolution de l'encours de la dette extérieure du Bénin..... 29

SOMMAIRE

	PAGES
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE.....	3
Section1 : Présentation de la DGAE.....	4
Section2 : Déroulement du stage à la DPE.....	6
CHAPITRE II: CADRES THEORIES ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	9
Section1 : problématique, objectifs et hypothèses de l'étude.....	10
Section 2 : revue de littérature et méthodologie de l'étude	13
CHAPITRE III : ANALYSE ET PRESENTATION DES RESULTATS.....	24
Section 1 : Evolution de la dette publique extérieure et de la croissance économique du Bénin.....	25
Section 2 : Présentation et analyse des résultats, validation des hypothèses et recommandations.....	29
CONCLUSION.....	35
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	36
ANNEXES.....	ix

RESUME

Le fardeau de la dette extérieure demeure l'un des principaux obstacles au développement des pays pauvres en général et du Bénin en particulier. Ainsi, pour une meilleure analyse de la dette extérieure du Bénin pouvant favoriser sa croissance économique, il faut s'interroger sur les facteurs explicatifs du produit intérieur brut. Nous avons utilisé une analyse par la méthode économétrique sur des séries temporelles qui couvrent la période de 1980 à 2012, soit 33 observations.

Les résultats de notre régression font apparaître que, dans notre modèle les déterminants significatifs de la croissance économique du Bénin sont : l'investissement public (INVP), le service de la dette (Servdet) et l'encours de la dette (Encdet). Tandis que ceux non significatifs sont le degré d'ouverture commerciale (OUVC) et la variation des termes de l'échange (VTE). Le coefficient de détermination R^2 est égal à 0,941859. Ce qui signifie que nos variables explicatives prises en compte expliquent à 94,1859% la variable expliquée.

INTRODUCTION

Les premiers gouvernements des pays africains de l'ère de l'indépendance, face à leur volonté affichée d'assurer un développement économique et social à leur nation, se sont très vite rendu compte que l'héritage (infrastructure d'équipement et production) légué par le colonisateur était insuffisant pour amorcer un quelconque décollage économique. Ces pays en développement (PED) ont bénéficiés de prêts considérables qui devraient permettre l'accroissement de l'investissement et de la croissance économique. Mais, la crise de la dette qui a secoué ces pays au début des années quatre-vingt (80), a remis en cause cette hypothèse. En effet, selon Krugman (1988), le poids insupportable de la dette peut nuire au développement des pays endettés. Pour la plupart des PED, le remboursement de dette devient une tâche quasiment impossible et même un obstacle à la performance économique (Sachs, 1989). Les modèles théoriques traitant la notion de la dette montre l'existence d'un niveau optimal de dette à partir duquel son effet sur l'investissement devient négatif.

Avec l'introduction par les Etats-Unis en 1979 d'une politique monétaire anti-inflationniste sous l'ère Volker, a fortement relevé les taux d'intérêt, ce qui a porté la charge des intérêts à des niveaux élevés. Ce phénomène a été accentué par la forte appréciation du dollar américain sur le marché des changes, appréciation qui augmenta substantiellement la valeur réelle de la charge de la dette, libellée en grande partie en dollar US. Ensuite, avec la récession économique internationale des années 70, les prix des matières premières ce sont effondrés, déprimant les termes de l'échange de beaucoup de pays pauvres qui ce sont retrouvés contraints d'emprunter pour rembourser. C'est le début d'une spirale infernale qui débouchera sur la crise de l'endettement en 1982 au Mexique.

Les pays africains n'ont pas échappé à cette crise. Le poids de la dette est devenu si lourd que la plupart de ces pays consacrent une partie considérable de leur budget au remboursement de la dette. La dette extérieure de l'Afrique a presque quadruplé entre 1980 et 1999, passant de 60 à 231milliards de dollars US alors qu'elle a remboursé dans la même période près de trois (3) fois ce qu'elle devait au départ. La conséquence dramatique a été que l'Afrique sub-saharienne, pendant les années 90, a payé quatre (4) fois plus pour sa dette que pour ces budgets de santé et de l'éducation remis (Banque Mondiale, 1997). Durant la décennie 1985-1995, la croissance économique réelle en Afrique n'a pas excédé 3%.

Face à cette situation, le FMI et la BM ont lancé l'initiative des Pays Pauvres Très Endetté (PPTE), dont le but est de créer les conditions pour que les pays continuent de bénéficier de financement extérieur pour leur développement sans accumulation d'arriérés.

Ainsi, l'initiative PPTE se base sur une action coordonnée de la communauté financière Internationale, y compris les institutions multinationales, visant à réduire le poids de la dette extérieure à un niveau soutenable.

Malgré les différentes mesures d'allègement accordé au Bénin, le pays reste toujours endetté. Il continue donc de s'endetter d'avantage. De nos jours, on se demande si le Bénin pourra-t-il faire face aux remboursements de ses dettes et assurer sa croissance économique. D'où la nécessité à connaître les facteurs de l'environnement économique qui favorise ou non la croissance économique du Bénin.

La présente étude ayant pour tâche d'analyser l'effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique au Bénin de 1960 à 2012, se fera en trois chapitres : dans un premier chapitre, il s'agira de la présentation du cadre institutionnel de l'étude. Dans un second chapitre nous allons passer du cadre théorique à la méthodologie de l'étude. Enfin, dans le dernier chapitre, il sera question de l'analyse et de la présentation des résultats.

CHAPITRE I

CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE

Ce chapitre s'articule autour de deux sections ; la première présente la structure d'accueil et la seconde, le déroulement du stage.

Section 1 : Présentation de la DGAE

Cette section est composée de deux paragraphes. Le premier abordera les attributions de la DGAE et le second traitera de sa structure organisationnelle

Paragraphe 1 : Les Attributions de la DGAE

Conformément au disposition de l' article 56 du décret N°2005-110 du 11mars 2005 portant attribution, organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et de l'Economie, La Direction Générale de l' Economie (DGE) l'actuelle Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD) a pour missions :

- de proposer des mesures de politiques économique et financière à court, moyen et long terme au Gouvernement, d'évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économiques et monétaires et de suivre leur mise en œuvre ;
- d'élaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;
- d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurance, sur la promotion du marché national d'assurances et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurance,
- de proposer et suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du Gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration régionale ;
- de préparer et conduire en collaboration avec les structures concernées les programmes de suivi de restructuration ou de privatisation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les programmes de promotion des investissements privés ;
- de suivre la gestion des entreprises, semi-publiques ou entités assimilées.

Paragraphe 2 : Structure organisationnelle de la DGAE

Les différents organes de la DGAE sont :

- La Direction de la Promotion Economique (DPE)
- La Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC) ;
- La Direction des Assurances (DA) ;
- La Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat (DGCPE)
- La Direction de l'Intégration Régional (DIR) ;

Outre ces directions, il est rattaché à la Direction Générale des Affaires Economiques, le Secrétariat Permanent du Comité National de Politique Economique (SP/CNPE) et la Cellule de Veille Economique et Financière (CVEF)

La direction dispose également d'un secrétariat particulier (SP), d'un Service Administratif et Financier (SAF), d'un service informatique (SI) et d'un service chargé de la coordination des réformes Economiques (SCRE).

A- Direction de la Promotion Economique (DPE)

La Direction de la Promotion Economique comprend trois services notamment le Service des Etudes de l'Environnement des Entreprises (SEEE) ; le Service de la Réglementation et du Suivi des Accords Internationaux (SRSIAI) ; le Service de la Diffusion de l'Informatique Economique (SDIE) et un Secrétariat Administratif ainsi qu'un Bureau des Affaires Administratives et financières.

B- Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)

Direction de la Prévision et de la Conjoncture comprend trois services à savoir : Le Service de la Programmation Economique et Financière (SPEF) ; Le Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle (SSBAC) ; et le Service des Etudes et Statistiques (SES). Outre ces Services, la Direction dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Bureau des Affaires Administratives et Financières.

C- Direction des Assurances (DA)

La Direction des assurances a pour mission d'examiner les différentes questions d'assurance. La DA est composée de trois services à savoir : le Services de la Réglementation et des Agréments (SRA) ; le Service de la Coopération, des Etudes, des Statistiques et de la Formation (SCESF) ; le Service de Contrôle (SC). Outre ces Services, la DA dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Comptable.

D- Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat (DGCPE)

La DGCPE comprend trois services à savoir : le Service des Etudes et de la Réglementation (SER) ; le Service de l'Audit (SA) et le Service du Contrôle de Gestion (SCG). Outre ces services, la Direction dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Bureau des Affaires Administratives et Financières.

E- Direction de l'Intégration Régionale (DIR)

La DIR comprend trois Services : le Service de Politiques Sectorielles (SPS) ; Service des Echanges Commerciaux (SEC) ; Service des Affaires Administratives, Financières, Politiques et juridiques (SAFPJ). Outre ces services, la direction dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Comptable.

Section 2 : Déroulement du stage à la DPE

Ici, il s'agit de présenter les services parcourus dans le premier paragraphe et dans le second les travaux effectués.

Paragraphe 1 : les services parcourus

Notre stage s'est effectué dans l'une des directions de la DGAE en occurrence la Direction de la Promotion Economique (DPE). La DPE comprend trois services à savoir le service des services des Etudes de l'Environnement des Entreprises (SEEE) ; le service de la Réglementation et du Suivi des Accord Internationaux(SRSAI) ; le service de la Diffusion de l'Informatique Economique (SDIE). Outre ces services la Direction dispose aussi d'un Secrétariat Administratif ainsi qu'un Bureau des Affaires Administratives et financières.

- Le Service des Etudes et de l'Environnement des Entreprises est chargé :
 - d'analyser l'évolution de l'environnement des entreprises sur le territoire national et proposer des solutions y relatives ;
 - de procéder à l'étude des doléances formulées par les opérateurs économiques à l'endroit du Ministre des Finances et de l'Economie et de formuler des propositions à lui soumettre et
 - d'attirer l'attention du ministère de l'économie et des finances sur les faits susceptibles de perturber l'activité économique ou de ralentir l'investissement privé.

- Le Services de la Réglementation et du Suivi des Accords Internationaux est chargé :
 - d'examiner toutes autres questions relevant du domaine de la réglementation et de l'information économique et faire des propositions au Ministre, en accord avec les autres directions techniques des ministères compétents ;
 - d'étudier le contenu des Accords que le Bénin pourrait être amené à signer dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et des conventions ACP-UE et participer au suivi de leur mise en application en collaboration avec les ministères concernés.
- Le Service de la Diffusion de l'Information Economique est chargé :
 - de procéder à la diffusion des décisions et actions ayant des implications sur l'activité des entreprises ;
 - de fournir aux usagers la documentation disponible ;
 - de procéder à la vulgarisation des études non confidentielles qui sont réalisées par la direction et
 - d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie de communication externe de la direction.
- Le Secrétariat Administratif est chargé :
 - de l'enregistrement du courrier qu'il soumet à l'appréciation du Directeur ;
 - de la ventilation du courrier, conformément aux instructions du Directeur ;
 - de la réception et l'envoi des messages ;
 - de l'expédition du courrier ;
 - de la réception et de l'information des visiteurs et
 - de la présentation du courrier au visa ou à la signature du Directeur de la Promotion Economique et de toutes autres tâches à lui confier par le Directeur.
- Le Bureau des Affaires Administratives et Financières est chargé, sous la supervision directe du Directeur de la Promotion Economique :
 - de centraliser les besoins des tous les services ;
 - de coordonner la gestion des moyens matériels de la direction et de les répartir judicieusement entre les différents services et
 - d'assurer la gestion des stocks de matériels et de fournitures.

Le Bureau des Affaires Administratives et Financières travaille en étroite collaboration avec le Service Administrative et Financier de la Direction Générale des Affaires Economiques

Paragraphe 2: Les travaux effectués

Après la formation et conformément aux exigences académiques, l'Étudiant en licence professionnelle doit effectuer un stage académique dans l'une des structures appropriées. Au terme de son stage il devra rédiger et soutenir son mémoire de fin de formation sur son thème. Seule la réussite de cette ultime étape lui garantit l'obtention du parchemin. Ainsi pour satisfaire cette exigence, nous avons effectué un stage à la Direction Générale des Affaires Economique (DGAE) plus précisément à la Direction de la Promotion Economique (DPE).

Notre stage à la Direction Générale des Affaires Economiques s'est déroulé du 12 Janvier au 10 Avril 2015. Nos activités dans cette direction se déroulent tous les mercredis et vendredis de cette période. Les mercredis sont consacrés à la formation en logiciels statistique et économétrique dont le logiciel EVIEWS 7 a été effectué et les vendredis sont consacrés à la rencontre avec le maître de stage qui nous fournit des informations relatives à notre thème et porte son appréciation sur nos travaux effectués dans la rédaction.

Ce stage nous a permis de rédiger notre mémoire intitulé « Analyse de l'effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique au Bénin de 1960 à 2012 ».

CHAPITRE II

**CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE
DE L'ETUDE**

Ce chapitre est composé de deux sections, la première traite de la problématique, des objectifs et des hypothèses de l'étude. La deuxième met en exergue la revue de littérature et la méthodologie de l'étude.

Section 1 : Problématique, Objectifs et Hypothèses de l'étude.

Cette partie est consacrée à la problématique, à la formulation des objectifs et des hypothèses de notre étude.

Paragraphe 1 : problématique et intérêt de l'étude

A-Problématique

Depuis les indépendances, le contexte économique de la plupart des pays africains a été marqué par un endettement sans précédent. Les besoins d'investissements nécessaires pour atteindre leurs objectifs de développement étaient largement au-dessus des ressources internes disponibles. Ainsi, le recours à l'endettement extérieur pour combler le déficit de capitaux propres nécessaires au financement du développement économique était la seule solution qui s'offrait à eux. L'endettement extérieur est considéré comme la dette contractée chaque année par un gouvernement ou un Etat auprès des pays partenaires et institutions financières internationales, pour financer son économie.

Par ailleurs, le Bénin s'est lancé au début des années 1970 dans une politique d'endettement intérieur et extérieur qui à une répercussion négative sur ses finances publiques. Entre 1980 et 1985, le service annuel de la dette extérieure du pays passe de 20 à 49 millions de dollars et le stock de la dette de 420 à 817 millions de dollars US. Ainsi, le rapport de dette sur le PIB passe de 30% à 80% au cours de cette même période. Aussi de 1985 à 1999, le niveau de la dette n'a-t-il cessé de progresser et son encours est estimé à 847,56 milliards F CFA; en fin 1999. Le ratio du service de la dette sur les exportations est très en deçà du seuil maximum de 25% toléré par le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dans le cadre d'une bonne gestion macroéconomique, sauf en 1989 où sa valeur la plus élevée est 72,8%. Le paiement du service reste cependant une charge importante pour les finances publiques. Le ratio Encours dettes / recettes Exportations qui s'élevait à 263,6 % en 1986, est passé à 289,33 % en 1994, puis à 349,65 % en 1999. Sachant que le seuil critique généralement accepté par le FMI est de 220 %, la capacité d'endettement du Bénin est ainsi sérieusement entamée. L'encours de la dette (en % du PIB) évolue en dents de scie depuis 2003. Elle était de 40,1% du PIB en 2005 contre 39,5 % en 2004 et 40,3 % en 2003, niveau comparé à celui enregistré entre 1994-2003 (64,6 % du PIB). Cette évolution résulte principalement des opérations d'allègement de la dette obtenue au titre de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). En effet les allègements obtenus s'élèvent à 38 833 880 444 francs CFA. Pour l'année 2000, ils se chiffrent à 4 904 205 344 francs CFA dont 1 471 872 548 francs CFA des membres du Club

de Paris (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Angleterre, Norvège, France, Canada, Fédération de Russie) et 3 432 332 796 francs CFA des partenaires multilatéraux (BOAD, FMI, FAD, AID, Fonds OPEP). Au titre des intentions de participations, le Bénin a obtenu des remises de dettes de 18 511 450 770 francs CFA et 15 418 224 330 francs CFA respectivement pour 2001 et 2002. Les contributions des deux groupes de partenaires se chiffrent en 2001 à 4 137 471 427 francs CFA pour le Club de Paris et 14 373 979 343 francs CFA pour les "multilatéraux" et en 2002 à 4 138 379 863 francs CFA pour les membres de Club de Paris et à 11 279 844 467 francs CFA pour les "multilatéraux". Actuellement, la plupart des créances (84 % des obligations) sont contractées auprès de la Banque Mondiale (BM), du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Africaine de Développement (BAD). Cependant, il convient de signaler qu'en dépit des différents allègements obtenus surtout grâce à l'initiative des PPTE, le ratio de l'encours de la dette sur les recettes d'exportation est de 281,3 %, niveau largement au dessus de seuil de 150 % retenu dans le cadre de l'initiative PPTE.

Au 31 Décembre 2007, l'encours de la dette était de 299,7 milliards de FCFA repartie en dette multilatérale (80,38 %) et en dette bilatérale (19,62 %). Le niveau de l'encours de la dette a connu une augmentation de 2008 jusqu'en 2012 respectivement 415,10 ; 463,26 ; 682,89 ; 613,65 et 667 en milliards de FCFA. Signalons que le service de la dette extérieure a connu une légère chute en 2008, qui passe de 13,79 milliards à 13,08 milliards de FCFA. Après 2008, ce montant a commencé par augmenter de 2009 à 2011 respectivement (17,63 ; 23,91 et 25,73 en milliards de FCFA).

Ainsi malgré les différentes mesures d'allègement de dette extérieure apportées au Bénin, le pays reste toujours un pays pauvre endetté. C'est pour cela que nous avons choisi d'étudier l'impact de la dette extérieure publique sur la croissance économique au Bénin. Sur ce, on se pose un certain nombre de question :

- Quelle est l'évolution de l'encours de la dette extérieure du Bénin ?
- Quelle influence la dette extérieure a sur la croissance économique du Bénin ?

B-Intérêt de l'étude

Cette étude tente de donner, dans la mesure du possible une réponse d'analyse sur l'importance des questions, qui concernent les hommes politiques, les organisations non gouvernementales, les institutions financières et toutes les populations pauvres, qu'est l'effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique du Bénin. Cette étude apportera

un éclairage certain aux responsables politico-économiques, eu égard aux considérations théoriques et aux spécificités de l'économie béninoise, sur les relations qui existent entre la croissance économique et l'endettement extérieur. De même, elle permettra aux opérateurs économiques d'avoir un point de vue clair sur l'impact de l'endettement extérieur sur leur économie

Paragraphe 2 : Objectifs et Hypothèses de l'étude

A-Objectifs

a) Objectif général

L'objectif général de cette étude est d'analyser l'effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique au Bénin.

b) Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, les objectifs à atteindre dans le cadre de la présente étude sont au nombre de deux (02). Il s'agit de :

- ❖ Examiner l'évolution de la dette publique extérieure du Bénin
- ❖ Estimer l'influence de la dette publique extérieure sur la croissance économique du Bénin.

B-Hypothèses

Pour parvenir à ces objectifs, des hypothèses ont été formulées

- ❖ H_1 : la dette extérieure du Bénin évolue à la hausse malgré les remises de dettes obtenues
- ❖ H_2 : la dette extérieure ne favorise pas la croissance économique du Bénin

Section 2 : Revue de littérature et méthodologie de l'étude

Paragraphe 1 : Revue de littérature

La revue de littérature permet dans le cadre d'une recherche de s'assurer au préalable de l'état de connaissance acquise sur le sujet ou domaine abordé. Elle permet aussi de faire le

tour de quelques auteurs qui ont abordés avant nous une étude portant sur le thème ou un thème similaire.

A-Clarification des concepts de l'étude

➤ Dette extérieure :

Elle désigne l'ensemble des sommes qu'un pays, Etat, entreprise et particulier compris, doit rembourser à des étrangers. L'endettement extérieur d'un pays est une transaction économique naturelle, qui permet aux agents économiques nationaux et étrangers de procéder à des arbitrages inter-temporels mutuellement avantageux, qu'ils n'auraient pas pu réaliser dans une économie fermée (Mankiw, 2003). En d'autres termes, on entend par endettement, l'ensemble des concours démarrés par un Gouvernement auprès des Partenaires (bilatéraux, multilatéraux, institutions financières, marchés financiers, etc.) pour financer des investissements publics notamment des projets de développement, ou pour pallier un déséquilibre de leur balance des paiements. Il arrive aussi que la dette prenne la forme d'un prêt commercial appelé « crédit fournisseur ». Cette technique est souvent utilisée par les pays industrialisés parce qu'elle favorise leurs exportations vers le Sud. Chaque année l'endettement augmente à cause de nouvelles dettes et diminue car les dettes antérieures sont remboursées. A ne pas confondre endettement et déficit (ou besoin de financement). Le déficit annuel est à l'origine de la variation annuelle de l'endettement. Aussi, la dette extérieure est la plus souvent remboursée en devises étrangères. Tous les Etats ont une certaine dette, mais l'importance de celle-ci varie considérablement d'un pays à l'autre.

➤ Dette publique :

Elle engage la signature d'un Etat. L'Etat peut s'endetter pour couvrir son déficit budgétaire ou donner sa garantie aux dettes contractées par des entreprises publiques. On distingue dans la dette publique la dette de l'Etat central, celles des collectivités locales et des entreprises publiques. Pour la dette libellée en monnaie nationale, la signature de l'Etat présente une garantie suffisante, sauf en cas d'évènements politiques exceptionnels comme le renversement du régime ou l'occupation du territoire nationale.

➤ Dette publique extérieure :

Elle est la dette contractée par l'Etat auprès des créanciers publics et privés, direct ou avalisé.

➤ Service de la dette :

C'est la charge financière qui incombe à l'emprunteur en contrepartie du service du prêteur. Il regroupe les montants à payer au titre du principal, des intérêts et diverses commissions. En un mot c'est l'amortissement du principal emprunté plus le remboursement de l'intérêt.

➤ **Solvabilité :**

La solvabilité caractérise la situation financière d'un pays capable de faire face à ses engagements, c'est-à-dire la contrainte budgétaire inter temporelle est respectée. En d'autres termes, la solvabilité d'un État est sa capacité à payer totalement sa dette (annuler sa dette à long terme en respectant les échéances). Le constat du non solvabilité d'un État s'accompagne d'une crise des finances publiques, à titre d'exemple, nous pouvons citer la crise de l'endettement des pays du tiers monde dans les années 1982. Cependant, RAFFINOT (1998) pense que la solvabilité est un critère peu opérationnel, car le moment où le pays devient créateur net peut être trop lointain, même dans les hypothèses les plus favorables. Il estime que dans la pratique, le pays doit continuer à recevoir des financements extérieurs, à condition qu'il assure régulièrement le service de sa dette et il traduit cet aspect sur un plan quantitatif par la soutenabilité

B-Revue théorique

Plusieurs théories ont été développées sur la dette extérieure des pays. Elles vont de la perception même de l'emprunt public à la capacité d'endettement des pays. L'endettement de l'Etat n'a jamais fait l'humanité chez les économistes. Sa perception varie selon les écoles de pensée. C'est ainsi que certains économistes pensent que la dette peut être nécessaire et même efficace pour le développement d'un pays alors que d'autres rejettent systématiquement l'emprunt public et pensent que tout emprunt public ne peut qu'être nuisible pour les agents économiques.

➤ **Perception de la dette extérieure selon les classiques**

Les classiques assimilent la dette publique à l'impôt sur les générations futures et imputent à l'Etat connotation négative. Selon RICARDO (1817), les citoyens voient dans l'emprunt un impôt différé dans le temps et se comportent comme s'ils sont contraints de payer un impôt ultérieurement pour rembourser leur emprunt quel que soit le décalage intergénérationnel. En d'autres termes, le comportement des agents économiques est guidé par une anticipation à la hausse des impôts BARO (1989) montre qu'une politique de déficit budgétaire financée par l'emprunt reste sans effet sur l'activité économique dans la mesure où

les agents ne sont pas victimes de l'illusion fiscale. Ils anticipent alors une hausse des impôts destinés à rembourser l'emprunt en constituant une épargne d'un montant équivalent à l'endettement public. Pour SMITH (1759), la dette est pernicieuse et ne doit pas être encouragée. Elle incite le souverain à des dépenses inutiles et favorise l'irresponsabilité. SAY (1799), pense qu'il faut limiter l'emprunt public car en plus d'alimenter la consommation publique destructrice de richesse et de valeur, il fait intervenir le paiement des intérêts. HAYEK (1989) dénonce l'endettement comme étant une croissance artificielle, fondée sur un investissement supérieur à l'effort d'épargne de la nation. Ainsi, pour les classiques, l'Etat doit tout simplement assurer sa mission régaliennne à partir des ressources générées par l'activité économique. Toute invention de l'Etat dans l'économie est source de sous-optimalité et de nuisance. Aucun déficit budgétaire n'est justifiable et par conséquent, l'emprunt public n'est pas envisageable.

➤ **Perception de la dette extérieure selon les keynésiens :**

Contrairement aux classiques, les keynésiens pensent que l'endettement public en général n'entraîne pas de coûts ni pour les générations présentes, ni pour les générations futures du fait des nouveaux investissements qu'il génère. Ils pensent que le principe de l'équilibre budgétaire ne doit pas toujours être respecté. Un déficit budgétaire justifié et maîtrisé peut être un facteur de relance économique, de lutte contre le chômage : stimulation de la demande et de la consommation globale (infrastructures), qui par le biais de l'effet multiplicateur, sont capable de promouvoir une croissance durable. Dans cette approche, l'endettement public favorise la relance de la demande qui par son effet accélérateur, entraîne une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement qui provoque à son tour une hausse de la production, permettant ainsi de créer les emplois et de lutter contre la pauvreté.

Selon Harrod et Domar, il peut toujours y avoir croissance. Un Etat, pour atteindre le taux de croissance garantie, peut être amené à créer un déficit budgétaire et le financer par un emprunt. En effet, l'hypothèse de base du modèle de croissance de Harrod et de Domar est qu'il n'y a pas de croissance si un pays n'investit pas et le taux de croissance de la production est une fonction croissante du capital.

➤ **Les approches alternatives à la théorie keynésienne de l'endettement :**

D'un Gouvernement au pouvoir où Gouvernement de coalition et qui ne s'entendent pas sur la répartition de la charge de l'impôt pouvant compenser les déficits. A cet effet, chaque partie essaie de préserver son électorat et de faire payer les autres franges de la population

réservées par rapport à son idéologie La théorie keynésienne justifie la nécessité de l'endettement public pour la relance économique alors que ces approches explorent le champ des stratégies électorales, les gouvernements de coalition et les gouvernements unitaires etc....Pour Alesina et Tabellini (1989), s'il existe dans un pays où on a deux partis qui sont potentiellement en position d'accéder fréquemment au pouvoir alors ces partis ont des préférences différentes quant à la nature des dépenses publiques. Le parti au pouvoir peut décider d'augmenter aujourd'hui les dépenses publiques en s'endettant, satisfaisant son électorat, au mieux de se maintenir au pouvoir et au pire de ne pas faciliter la vie à son adversaire. Ainsi, il crée des conditions de gêner ultérieurement son adversaire politique du point de vue de la gestion du budget, si ce dernier venait à conquérir le pouvoir. Il engage aujourd'hui des recettes fiscales futures et donc diminue les possibilités futures de dépenses de son adversaire surtout si la dette venait à être importante. En effet, le second parti, une fois au pouvoir sera tenu de rembourser à un moment le service de la dette de l'emprunt. Ainsi, il sera obligé de réviser ses promesses électorales en diminuant les dépenses sociales et au risque de mécontenter son électorat. D'où l'idée de stratégie électorale à travers la dette. D'autres auteurs ont également élaboré les modèles sur les stratégies électorales et les cycles politiques et l'endettement public (Persson, Svenson [1989] ; Aghion et Bolton (1990) ; Milesi-Ferret (1995).

Alesina et Drazen (1991) expliquent l'endettement public par le report des réformes fiscales nécessaires à l'ajustement budgétaire dans un contexte de deux ou plusieurs partis

C-Revue empirique

➤ Les développements sur l'endettement :

La corrélation entre certaines variables macroéconomiques et le niveau d'endettement des pays à faible revenu a fait l'objet de plusieurs études.

Les études pionnières dans ce sens sont attribuées de Ojo (1989) qui au travers d'une approche économétrique, montre que le rapport de l'encours de la dette / PIB, le taux de croissance de la population et au taux de croissance du PIB. Les résultats statistiques lui permettent de conclure que le rapport de l'encours de la dette/ PIB est lié négativement à la variation des exportations, au taux de croissance de PIB et positivement au rapport des importations/ PIB, et à la croissance de la population.

Yapo (2002), dans son étude sur les déterminants de l'endettement extérieur de la Côte d'Ivoire durant la période 1975-1999, trouve les mêmes résultats, sauf pour le rapport importations/ PIB qui n'est pas négatif. En outre, il montre que l'encours de la dette de la

Côte d'Ivoire est influencé positivement par la détérioration des termes de l'échange et trouve que le déficit primaire n'est pas significatif.

Les travaux de HOUENIVO (2003) sur le modèle d'analyse de la soutenabilité de la dette à partir de cadre macroéconomique, le niveau de dette compatible avec les différents objectifs du Document de Réduction de la Stratégie et de Pauvreté (DRSP) est environ de 43% du PIB. Ce niveau inférieur au seuil de 70% retenu par le pacte de croissance, de stabilité et de convergence de l'UEMOA est dû aux différents allègements obtenus par le Bénin dans l'initiative PPTE. Au total le seuil de soutenabilité de la dette obtenue à partir de ce modèle est supérieur à ce de l'initiative PPTE, en raison de la faible croissance des exportations combinées à l'effort des nouveaux emprunts extérieurs importants (environ 55 milliards de FCFA par an) que reçoit le pays pour financer les investissements sociaux et infrastructures économiques.

SIDIKI Traoré (2005), dans son étude sur les déterminants de l'endettement extérieur public du Mali sur la période de 1980 à 2004, trouve que l'importation par rapport au PIB a une corrélation positive avec l'endettement du Mali mais est non significative. Par ailleurs, les variables telles que l'ouverture commerciale, le surendettement, la fuite des capitaux ne sont pas pertinentes pour expliquer l'endettement du Mali. Dans son modèle seules les variables suivantes sont significatives : la balance fiscale/PIB, le taux de change \$ US/CFA, le service de la dette/ PIB. Il suggère donc que pour réduire le niveau d'endettement, il n'y a que deux façons pour le faire soit d'augmenter le produit intérieur brut du pays ou l'allègement du service de la dette. Dans le même sens, N'Diaye (1993), fait une modélisation de l'endettement pour le Sénégal. Il montre que l'endettement s'explique positivement par le stock de la dette antérieure et négativement par le niveau de déficit de la balance courante. Aussi, l'appréciation du taux de change moyen CFA/US diminue le service de la dette. Il conclue que le Sénégal ne s'endette ni pour équilibrer sa balance courante ni pour accroître ses investissements, car le modèle montre que l'impact du stock de dette sur ces derniers est très faible.

Les travaux de B. Eichengreen et R. Portes (1986) se sont intéressés à l'identification des déterminants du stock de la dette d'une trentaine de pays à un moment donné (1955) de leur économie. Pour eux, l'endettement excessif et le défaut de paiement tente à réduire le taux de croissance réel et de la crédibilité de l'Etat.

Rougier (1994) trouve, de même, des résultats contrastés au sein des pays africains. D'après ses analyses économétriques, l'encours de la dette par PIB exerce un effet dépressif

sur la croissance en Côte d'Ivoire, au Mali et au Tchad sur la période de 1970-1991. En revanche, l'effet est positif pour le Niger, Madagascar et le Kenya.

Les travaux de LAWIN Kotchikpa Gabriel (2008) sur : « l'analyse des déterminants de l'endettement extérieur public des pays à faibles revenu : cas du Bénin » montre que les variables pertinentes sont : le service de la dette/exportations, le taux de change, le terme de l'échange, l'ouverture commerciale, le taux de croissance de PIB et l'effet de surendettement.

➤ **Les développements empiriques sur la croissance économique**

Les nouvelles théories de la croissance ont engendré une forte reprise des analyses empiriques et notamment économétriques. Ceci a eu des retombées positives en ce qui concerne la constitution des bases de données. Toutefois, peu de ces analyses portent spécifiquement sur les pays les plus pauvres.

La plupart des analyses générales mettent l'accent sur une particularité africaine, qui se matérialise par le fait que la variable muette attachée aux pays africains est significative. Cette spécificité a été analysée en détail par Collier et Gunning (1997). Ces derniers concluent que quatre facteurs jouent un rôle important dans la faible performance africaine en terme de croissance ; faible ouverture du marché des biens (du fait de nombreuses distorsions, manque de capital social, fractionnement socio- ethnique, le respect des contrats), risques élevés (notamment au niveau de l'inflation) et faible performance du secteur public. La faiblesse du secteur financier joue également un rôle mais moins important.

Savidès (1995) a montré qu'en Afrique, les conditions initiales (PIB/habitant de l'année de départ) influent négativement sur le taux de croissance du PIB/ habitant, ce qui étaye la thèse de convergence au sein du groupe. En revanche, le taux d'investissement, la croissance de la population, l'ouverture commerciale, le développement financier et le degré de liberté politique et économique ont un impact positif et significatif sur le taux de croissance. En revanche la croissance du ratio de dépenses publiques sur le PIB contribue à l'augmentation de la croissance du PIB par habitant.

Ojo et Oshikoya (1995) procèdent à une analyse économique de panel (68 pays de 1970 à 1995) qui semble aussi valider cette hypothèse pour les pays africains en général. Dans les équations qui expliquent le taux de croissance réel par habitant d'une part, le taux d'investissement d'autre part, la variable taux d'endettement extérieur est significative, quoique faiblement dans le second cas. D'après leurs estimations, une réduction du taux d'endettement (dette extérieure/PIB) de 10% entraînerait une augmentation du taux de croissance des économies africaines de 0,3% et une augmentation de 0,4% du taux d'investissement.

Dessus et Herrera (1996) utilisant une procédure d'estimation d'équations simultanées, mettant en lumière un effet négatif de la dette publique sur l'investissement privé de faible niveau (élasticité de -0,03), mais fortement significative (il est cependant curieux de constater que les résultats ne présentent aucun effet repérable de l'endettement public sur l'investissement public). Mais ces résultats ne font pas l'unanimité.

D. Cohen (1996) montre empiriquement que la dette a pesé sur la croissance dans les pays en développement. Cependant, le résultat général n'est pas obtenu pour tous les pays de l'échantillon, notamment en ce qui concerne les pays africains.

Au total, ses études empiriques montrent que les facteurs influençant le degré d'endettement des pays pauvres ont fait l'objet d'une interprétation riche et variée au niveau des économistes. Elles nous permettent de situer et d'affirmer le modèle économétrique que nous allons utiliser pour l'analyse et l'interprétation des données.

Paragraphe 2 : Méthodologie de l'étude

A- Types et sources des données collectées

Les données utilisées dans le cadre de cette étude sont les données secondaires, elles sont en séries chronologiques et couvrent globalement la période allant de 1980 à 2012, soit 33 observations. Elles ont été tirées des statistiques de : l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) ; la Banque Mondiale (BM) ; le Fonds Monétaire International (FMI) ; la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) ; la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

B- Spécification du modèle

Les liens entre le degré d'endettement et certaines variables macro-économiques ont fait l'objet de recherches économiques chez plusieurs personnes. En concurrence Ojo (1989), pour aborder la question d'endettement sur une trentaine de pays africains à utiliser un modèle linéaire. Comme nos variables d'études se retrouvent en partie dans le modèle utilisé par Ojo, nous retenons ce modèle linéaire en apportant quelques modifications dans le cadre de notre étude. Le modèle théorique d'Ojo se présente comme suit :

$$LDT_{pib} = a_0 + a_1 LVE + a_2 LM_{pib} + a_3 T_x popu + a_4 T_x pib + h$$

Avec:

L = Le logarithme népérien

DT_{pib} = Le rapport de l'encours de la dette sur le PIB

VE = Variation des exportations

M_{pib} = Rapport des importations sur le PIB

T_{xpopu} = le taux de croissance de la population

T_{xpib} = le taux de croissance du PIB

h le terme aléatoire, a₀ est la constance, a₁, a₂, a₃, et a₄ sont les coefficients des variables explicatives.

Compte tenu du caractère spécifique de l'endettement du Bénin, ce modèle théorique paraît très simple pour notre étude. A cet effet nous allons formulés un modèle empirique en apportant quelques modifications au modèle théorique de Ojo (1989). Ainsi la forme retenue PIB = f (Y, μ) avec PIB, le produit intérieur brute

Y = la variable explicative pour la variable expliquée PIB

μ = le terme d'erreurs.

On aboutit à la forme linéaire suivante :

$$LPIB = b_0 + b_1LINVP_t + b_2OUVC_t + b_3LServdet_t + b_4LVTE_t + b_5LEncdet_t + \mu_t$$

Définition des variables :

PIB : est la variable expliquée du modèle, désigne le produit intérieur brute du pays

INVP : désigne l'investissement public. Le signe attendu est positif.

OUVC : le degré d'ouverture commerciale représenté par le ratio de la somme des exportations et des importations sur le PIB en valeur. Plus ce ratio est élevé, le pays acquiert des dévies qui lui permettent d'accroître sa croissance. Le signe attendu est positif.

Servdet : désigne le service de la dette. On considère que si le service augmente le PIB diminue. Donc le signe attendu est négatif.

VTE : les termes de l'échange donnent l'évolution de la valeur relative des exportations par rapport aux importations. L'amélioration de cette variable agit positivement sur la variable dépendante. Le signe attendu est positif.

Encdet : désigne l'encours de la dette. On considère que la hausse de cette variable entraîne une baisse de la variable dépendante. Le signe attendu est négatif.

b₀ = la constante,

b₁, b₆ : les coefficients de régression,

μ_t : l'erreur de spécification

Ainsi, les variables sont définies dans un tableau comme suit :

Tableau 1: les différentes variables et leurs signes

Variabes	Signe attendu des paramètres
----------	------------------------------

Variable expliquée	
PIB	
Variables explicatives	
INVP	+
OUVC	+
Servdet	-
VTE	+
Encdet	-

Source : auteurs, à partir de la revue de littérature

C- Méthode d'analyse des données

Pour atteindre nos objectifs, qui vérifient nos hypothèses, nous avons fait recours à des outils statistiques et économétriques. Des tests diagnostiques et de validation seront effectués avant l'interprétation des résultats.

➤ Tests de diagnostic

- **Test de stationnarité et de racine unitaire**

Pour atteindre les tests de stationnarité et de racine unitaire qui ont été effectués grâce aux tests proposés par Dicker-Fuller en conséquence, la lecture des résultats du test se fait en deux étapes :

- La significativité ou non du trend : elle est appréciée à partir de la statistique calculée ou la probabilité attachée à cette statistique (celle comparée à 1% ou 5%)
- La présence ou non de racine unitaire : à cet effet, on teste l'hypothèse nulle H_0 contre celle alternative H_1 . Les hypothèses sont :

H_0 : présence de racine unitaire ;

H_1 : absence des racines unitaires.

Si on a $ADF > \text{Critical value}$ on accepte H_0 : la série a une racine unitaire

Si on a $ADF < \text{Critical value}$ on accepte H_1 : la série n'a pas de racine unitaire

- **Test de Co-intégration**

La littérature économétrique retrace les tests de Co-intégration en deux catégories : les tests basés sur l'utilisation de la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) et les tests basés sur la méthode du maximum de vraisemblance.

Le test retenu dans la première catégorie est celui d'Engle Granger (1987) : si la série des résidus est stationnaire on conclut alors qu'il y a Co-intégration. Dans le cas contraire on conclut qu'il n'y a pas Co-intégration.

Le test d'Engle et Granger est utilisé uniquement dans le cas où les séries sont intégrées de même ordre ou d'ordre différent d'intégration.

- **Modèle à corrélation d'erreur**

L'erreur d'équilibre est utilisée pour mettre en liaison le comportement de court terme avec sa valeur de long terme. Le mécanisme de corrélation d'erreur corrige cet équilibre. Il existe formellement pour la correction d'erreur : le modèle de Hendry et celui d'Engle et Granger.

- **Test de validation du modèle**

- **Test de significativité d'un coefficient : test de Student**

Le test de Student permet de savoir si une variable joue un rôle explicatif dans un modèle. Les hypothèses posées sont les suivantes :

H_0 : $a_i=0$ où $i= 0,1,\dots, (k-1)$; le coefficient n'est pas significatif

H_1 : $a_i\neq 0$, le coefficient est significatif

Si $|t| > t^*$ où t^* est la valeur critique de la table de Student pour un risque fixé et un nombre de degré de liberté égal à $(T-K)$. On rejette H_0 et on accepte H_1 .

- **Test de significativité globale : test de Fisher**

Ce test permet d'analyser la significativité globale ou non des coefficients du modèle estimé. Il s'effectue à travers le coefficient de détermination du modèle (R^2). Ce coefficient explique la part de l'évolution de la variable dépendante qui est expliquée par les variables exogènes. Le test d'adéquation d'ensemble est fait à travers le test de Fisher. Les hypothèses posées sont les suivantes :

H_0 : $b_1 = b_2 = \dots = b_k = 0$, tous les coefficients sont nuls ;

H_1 : $b_i \neq 0$, il existe au moins un coefficient non nul ;

Avec k le nombre de paramètre estimé.

Si la statistique de Fisher est supérieure à la Fisher théorique $F_{th}(k-1, n-k)$, ou la prob ($F\text{-stat}$) $< 5\%$, on rejette l'hypothèse nulle ; la qualité de la régression est bonne au seuil de

5%. Dans le cas contraire, on accepte l'hypothèse nulle au même ; la qualité de la régression n'est pas bonne.

- **Test de Durbin Watson (DW) ou de Breusch Godfrey (BG)**

Ce test permettra la détection de l'auto-corrélation des erreurs. La statistique est donnée par le test de Breusch Godfrey :

$$BG = n \times R^2 \text{ qui est comparé au } \chi^2 (p)$$

Avec p le nombre de retard des résidus, n le nombre d'observations et R^2 le coefficient de détermination. Les hypothèses sont les suivantes :

H_0 : erreurs non corrélées

H_1 : erreurs corrélées

Si $BG < \chi^2 (p)$, $F_c < F_{th}$ ou $P_c > P_{th}$: 5% avec c = calculée, th = théorique, on accepte l'hypothèse nulle d'absence de corrélation des résidus au seuil de 5%. Dans le cas contraire, on rejette l'hypothèse nulle, les erreurs sont corrélées au seuil de 5%.

- **Le test de normalité de Jacque-Bera**

Il permet de vérifier la normalité des erreurs. La statistique de Jacque-Bera suit sous l'hypothèse de normalité une loi de Khi-deux à deux degré de liberté. Les hypothèses sont :

H_0 : les données suivent une loi normale

H_1 : les données ne suivent pas une loi normale

On accepte au seuil de 5% l'hypothèse de normalité si la probabilité critique est supérieure à 5%.

- **Test d'homoscédasticité de White**

Il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. On accepte l'hypothèse d'homoscédasticité des résidus au de 5%.

- **Test de Ramsey**

L'objet de ce test est de voir si le modèle souffre de l'omission d'une ou de plusieurs variable pertinente.

CHAPITRE III ANALYSE ET PRESENTATION DES RESULTATS

Ce chapitre est composé de deux sections, la première parle de l'évolution de la dette publique extérieure et de la croissance économique au Bénin tandis que la seconde est consacrée au traitement et analyse des résultats, validation des hypothèses et recommandations.

Section 1 : Evolution de la dette publique extérieure et de la croissance économique du Bénin

Paragraphe 1 : Evolution de la dette publique extérieure du Bénin

Confrontés très tôt aux problèmes de financement de leur économie, les pays africains vont faire massivement recours à l'endettement extérieur au lendemain de leur indépendance. Ainsi, il se distingue en quatre phases.

➤ **De 1960 à 1973**

Dans cette période, le Bénin a mené une politique prudent d'endettement. Cette situation est due à l'instabilité politique des années 60 ce qui n'a pas favorisé un climat de confiance de la part des bailleurs de fonds. La dette extérieure du Bénin était encore faible et s'élevait à moins de 10% du PIB.

➤ **De 1973 à 1994**

Entre la période de 1973 à 1994, le niveau de la dette du Bénin s'est considérablement accru présentant par endroit des pics. Cette évolution peut être expliquée par l'action de plusieurs facteurs. En effet, dans la première moitié des années 70, l'économie mondiale a connu l'apparition de nombreux phénomènes comme l'inconvertibilité du dollar américain en 1971, le premier choc pétrolier et l'adoption des taux de change flottants 1973, ainsi que la naissance d'un second choc pétrolier en 1975. Ces différents phénomènes ont entraîné de grands déséquilibres macroéconomiques comme l'apparition de profonds déficits dans les comptes extérieurs de nombreux pays. La volonté d'un retour vers l'équilibre s'est traduite par le recours aux financements extérieurs de ces déficits. Aussi l'abondance des pétrodollars, ayant contribué à abaisser le niveau des taux d'intérêts débiteurs, rendait systématiquement rentable le financement de nombreux projets d'investissement. Face à toutes ces opportunités, le Bénin n'a guère voulu se faire prier et s'engage dans l'endettement. Ce qui lui permet d'obtenir la signature des accords pour le financement de trois grands projets à savoir la Société Sucrière de Savè (SSS), la Société des Ciments d'Onigbolo (SCO) ; et le Projet Pétrolier de Semè (PPS). La dette extérieure du Bénin venait ainsi de prendre son envol. Entre 1980 à 1986, le service de la dette est de 424 à 817 millions de dollars US (CCA, 2007). Toujours dans la même période, le ratio dette/PIB passe de 30% à 80%, avec apparition d'un pic en 1986. En 1989, les déséquilibres macroéconomiques et l'accumulation des arriérés intérieure et extérieure ont alourdi le fardeau de la dette, laquelle a atteint un nouveau pic au cours de la même année. La conjugaison de tous ces facteurs a contribué à la crise de la dette des années 80 qui a conduit à la signature des programmes d'ajustement structurels en 1989.

Avec la signature du premier PAS, le Bénin ne peut contracter que des emprunts aux taux concessionnels ayant une maturité supérieure à 15 ans notamment avec des bailleurs de fonds multilatéraux. Ainsi l'encours de la dette est passé de 285.93 milliard de FCFA en 1988 à 231.9 milliards de FCFA en 1989 (BIPEN, 1988). Cette baisse est due au non prise en compte

de la dette relative à la SSS et la SCO dans l'encours de la dette extérieure. De 321.52 milliards de FCFA en 1993, l'encours de la dette extérieure du Bénin est passé à 628.44 milliards de FCFA au 31 décembre 1994, année dans laquelle il présente le pic le plus élevé. Ce niveau particulièrement élevé de la dette s'explique par la dévaluation du franc CFA de janvier 1994 à la suite de laquelle l'encours de la dette est passé du simple au double.

➤ **De 1994 à 2003**

Sur cette période la part de la dette extérieure dans le PIB a régulièrement et progressivement chuter atteignant des minimas en 1999 et 2003. Cette tendance à la baisse de la dette béninoise s'explique par les divers mécanismes d'allègements de la dette, notamment l'IPPTE, dont le pays a bénéficié à partir de 1999. Lancée, en effet, en 1996 par la Banque Mondiale (BM) et le Fond Monétaire International (FMI) suite à l'inefficacité des mesures traditionnelles d'allègement de la dette à résoudre le problème de surendettement de la plupart des pays en voies de développement, l'initiative PPTE a pour objectif de rendre soutenable la dette des PPTE. Ce mécanisme de réduction de la dette implique tous les créanciers bilatéraux, multilatéraux et commerciaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette initiative, une analyse de la soutenabilité de la dette extérieure du Bénin a été faite. Les résultats de cette analyse ont permis d'aboutir aux conclusions suivantes :

- a) La valeur nominale de la dette extérieure est de 1360 millions de dollars US à fin décembre 2000 ;
- b) Le ratio de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations s'est établi à 218% ; supérieur au seuil de 150% ;
- c) Le ratio de la VAN de la dette sur les recettes budgétaires, il s'est établi à 226%, inférieure au seuil de 250%.

Ces résultats ont permis au Bénin d'être éligible à l'initiative. Une fois admise à l'IPPTE, les pays doivent montrer, pendant une période de trois ans, leur détermination à réduire les déséquilibres macroéconomiques et appliquer les politiques propices à la croissance. Ils parviennent alors à la prise de décisions. Grace aux efforts fournis en matière de réforme économique et sociale, le Bénin a atteint le point d'achèvement en mars 2003. Dès son éligibilité à l'IPPTE jusqu'au 31 décembre 2007, le Bénin a obtenu de ses créanciers bilatéraux et multilatéraux un allègement de sa dette chiffrée à 98,8 milliards de FCFA (CAA, 2009).

➤ **De 2003 à 2012**

L'initiative PPTE en 2003 a permis au Bénin de maintenir l'encours de sa dette extérieure à niveau relativement stable jusqu'en 2005 avec une moyenne de 860 milliards de FCFA environ. Cet encours a connu une forte annulation en 2006 à cause de la mise en œuvre de l'Initiative d'Allègement de la Dette multilatérale (IADM) par l'Association Internationale de Développement (AID), le Fonds Monétaire International (FMI) et le Fonds Africain de Développement (FAD).

En effet, l'IADM a permis au Bénin d'obtenir une réduction substantielle du stock de sa dette extérieure qui est passé de 919,45 milliards de FCFA à 519,77 milliards en 2006 soit une diminution de 57% environ. En conséquence, le ratio encours de la dette extérieure/PIB a également connu une nette amélioration passant de 40% en 2005 à 21,13% en 2006 ; l'encours de la dette extérieure à fin décembre 2007 net de l'IPPTE est de 299,73 milliards de FCFA soit 672,4 millions de dollars US, représentant 11,35% du PIB. Cet encours va connaître une hausse de 115,37 milliards de FCFA au 31 décembre 2008 pour s'établir à 415,10 milliards de FCFA à cause des nouveaux engagements de l'Etat. Ce montant ne cesse de s'augmenter, passant de 462,19 milliards de FCFA en 2009 à 667 milliards de FCFA en 2012.

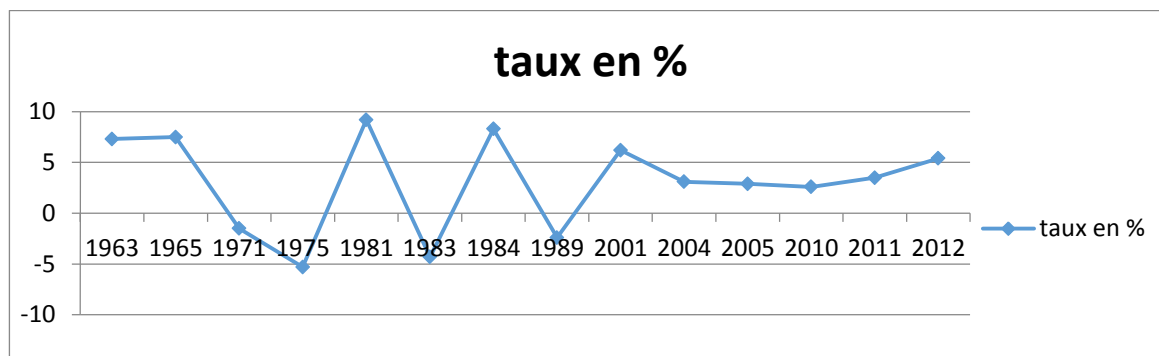
Paragraphe 2 : Evolution de la croissance économique du Bénin

Au plan macroéconomique, depuis l'indépendance, malgré les efforts mis en œuvre pour assurer la diversification des activités économiques et les différentes politiques économiques appliquées, l'économie béninoise n'a pas connu une croissance régulière et continue. Le Bénin a enregistré en général, sur les périodes 1960 et 1999 de fort taux de croissance : 7,4% en 1963, 7,5% en 1965, 9,2% en 1981 et 8,3% en 1984. Toute fois, il a connu au cours de cette même période, des années de décroissance (taux de croissance négatif) :-1,5% en 1971, -5,1% en 1975, -4,1% en 1983 et -2,4% en 1989 (MEF, 2000).

Après cette crise économique, les réformes économique et surtout politique avec la renonciation de l'idéologie marxiste léniniste et le retour de l'économie de marché optées lors de la conférence des forces vives de la nation de février 1990, le Bénin a retrouvé timidement le chemin de la croissance. Ainsi, le taux de la croissance économique a été de 5% en moyenne sur la période de 1995 à 2000. En 2001 il est passé à 6,2% avant de connaître une tendance baissière pour s'établir à 3,1% en 2004 et 2,9% en 2005 (INSAE, 2006). Ce repli d'activité est tributaire, d'une part, de la régression de la part de la valeur ajoutée du secteur tertiaire dans la formation du PIB à la suite des restrictions commerciales imposées par le Nigéria sur les réexportations et d'autre part, de la crise dans la filière coton, principal produit

d'exportation de l'appréciation de l'Euro par rapport au dollars US ainsi que du renchérissement continu du coût du pétrole. Toujours avec cette même tendance baissière du taux de croissance économique du Bénin jusqu'en 2010 (2,6%), on observe encore une reprise économique en 2011 (3,5%) et en 2012 (5,4%) ceci grâce à une hausse de la production vivrière, du coton et à l'amélioration de l'activité dans les bâtiments et aux travaux publics.

Graphique de l'évolution du taux de croissance économique du Bénin de 1960 à 2012.



Source : réalisé par les auteurs en 2015 à base des données de l'INSAE.

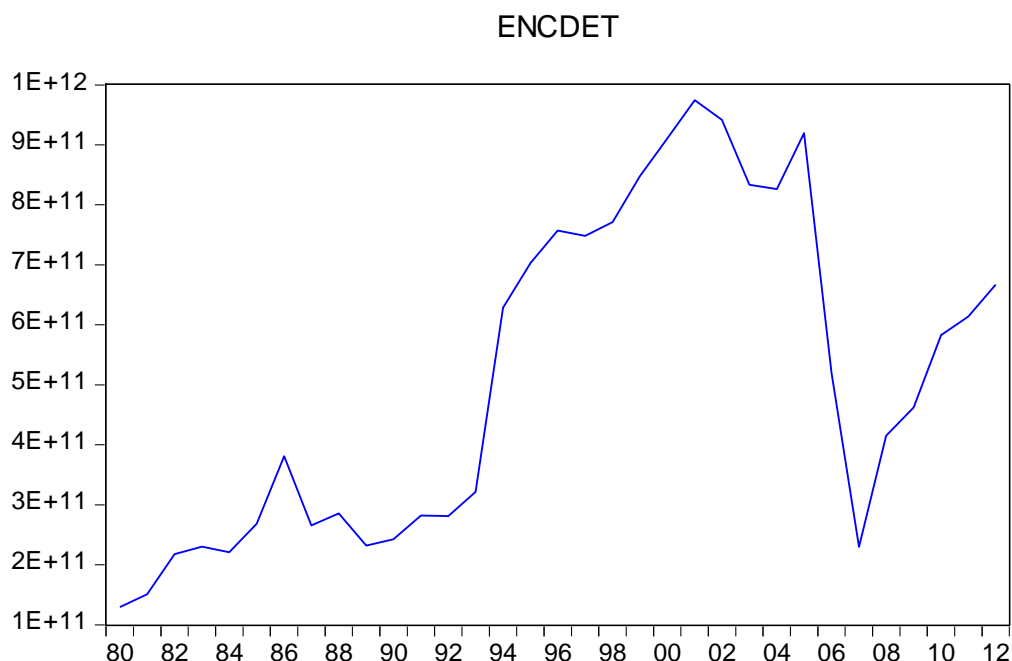
Ce graphique montre l'allure de l'évolution du taux de croissance économique du Bénin décrite ci-dessus.

Section 2 : Présentation et analyse des résultats, validation des hypothèses et recommandations

Paragraphe 1 : présentation et analyse des résultats

A- Présentation des résultats

1) Analyse graphique de l'évolution de l'encours de la dette extérieure du Bénin



Source : réalisé par les auteurs 2015, avec Eviews7

L'évolution de l'encours de la dette extérieure montre une allure concave avec trois pics respectivement en 1986, 2001 et en 2005. L'indicateur présente une évolution croissante sur les périodes suivantes :

- De 1980 à 1985, pour atteindre en 1986 un montant de 381 milliards de FCFA. Cela s'explique par la faiblesse de l'épargne intérieure qui appelle à l'endettement extérieur ;
- De 1993 à 2004, pour atteindre en 2005 un montant de 919 milliards de FCFA. Ce qui s'explique par l'accumulation de la dette extérieure ;
- De 2007 à 2011, pour atteindre en 2012 un montant de 667 milliards de FCFA. Cela s'explique par une augmentation des investissements lourds du gouvernement ces dernières années.

Il nous présente également une évolution descendante sur les périodes :

- De 1986 à 1993, passant de 381 à 321 milliards de FCFA, ceci grâce au Programme d'Ajustement Structurel (PAS)
- De 2005 à 2007, passant de 919 à 229, ceci grâce au mesure d'allègement IADM.

2) Test de stationnarité

Tableau 2 : test d'ADF sur les variables

Variabes	Niveau	None	ADF statisc	Val critique (5%)	conclusion
LPIB	1	Oui	-2.297190	-1.952066	Stationnaire
LINVP	1	Oui	-6.890833	-1.952066	Stationnaire
LOUVC	1	Oui	-5.969799	-1.952473	Stationnaire
LServdet	1	Oui	-6.778152	-1.952473	Stationnaire
LVTE	1	Oui	-7.631105	-1.952066	Stationnaire
LEncdet	1	Oui	-5.112208	-1.952066	Stationnaire

Sources : résultats obtenus à partir des données de l'étude sous Eviews 7

De l'analyse du tableau, il ressort seulement que la variable dépendante (PIB) et la variable explicative (Servdet) sont stationnaire en niveau au seuil de 5% car la valeur de la statistique de Dicker-Fuller est inferieur à la valeur critique.

En différence première, les autres variables (INVP, OUVC, VTE et Encdet) sont stationnaires au seuil de 5% car la valeur de la statistique est inférieure à la valeur critique. Suite à ce qui précède, nous allons donc utiliser seulement la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) car toutes les variables ne sont pas stationnaires.

3) Résultat de l'estimation du modèle

Les résultats de l'estimation de la relation de long terme par la méthode des MCO se présentent comme suit :

$$\begin{aligned}
 \text{LPIB} = & 4,69780837375 + 0,66945472185*\text{LINVP} + 0,479382812405*\text{LOUVC} - \\
 & (1,621212) \qquad (10,04000) \qquad (1,297716) \\
 & 0,406712240104*\text{LSERVDET} - 0,630282133944*\text{LVTE} + 0,256360628973*\text{LENCDET} \\
 & (-4,274233) \qquad (-0,86638) \qquad (3,017207)
 \end{aligned}$$

$$R^2 = 0.941859$$

Les t-statistiques sont indiqués entre parenthèses et en dessous de chaque variables. Ces résultats sont consignés dans le tableau en annexe.

4) Test de validation du modèle

Pour confirmer la validation du modèle, nous avons effectués les tests de validité suivants :

- Test de significativité globale

Le modèle est globalement significatif car la statistique de Fischer a une probabilité acceptable : Prob (F-stat) = 0,000000 donc inférieure à 5%.

- Test de Durbin Watson ou de Breusch Godfrey

La statistique de Durbin Watson est de 1,892161. La probabilité vaut 0,6904, les erreurs du modèle sont donc non corrélées.

- Test hétéroscédasticité de White

La probabilité vaut 0,0723 supérieure à 5% les erreurs du modèle sont homoscedastiques

- Test de Jarque Bera

La probabilité vaut 0,605235 supérieure à 5% ; les erreurs du modèle suivent une loi normale.

- Test de Ramsey

La probabilité vaut 0,0008 inférieure à 5% ce qui suppose que le modèle souffre d'omission de variables.

- Evaluation de la qualité de l'estimation

Le coefficient de détermination R^2 est sensiblement égal à 0,941859. Ce qui signifie que le produit intérieur brut est expliqué à 94,1859% par les variables retenues dans le modèle.

B- Analyse des résultats du modèle

Les résultats de l'estimation nous montrent que l'investissement public a un impact positif et significatif au seuil de 5% avec un coefficient de (0,6694) sur le produit intérieur brut. Cela signifie qu'une augmentation de 1% de l'investissement entraîne une augmentation de 0,6694% de PIB. Le signe obtenu correspond au signe attendu. Ce résultat confirme celui de Savidès (1995) qui a montré qu'en Afrique le taux d'investissement a un impact positif et significatif sur la croissance économique.

L'ouverture commerciale a une relation positive avec un coefficient (0,4793) mais non significatif sur le PIB au seuil de 5%. Le signe obtenu correspond au signe prévu.

Le service de la dette a une relation négative avec un coefficient (-0.4067) mais significatif à 5% sur le PIB. Le signe obtenu est conforme à celui attendu. Cela signifie qu'une augmentation de 1% du service de la dette engendre une baisse du PIB de 0,4067%.

La variation des termes de l'échange a une relation négative avec un coefficient de (-0,6302) et non significative sur le PIB au seuil de 5%. Le signe obtenu est contraire à celui attendu ; ceci s'explique par le fait qu'au Bénin les importations dépassent les exportations.

L'encours de la dette a une relation positive avec un coefficient (0,2563) et significatif sur le PIB au de 5%. Cela signifie qu'une hausse de 1% de l'encours de la dette entraîne une hausse de 0,2563% du PIB.

Paragraphe 2 : validation des hypothèses et recommandations

A- Validation des hypothèses

Les résultats du modèle nous permettent de confirmer ou d'infirmier nos hypothèses. Ainsi, on en déduit du graphique de l'évolution de l'encours de la dette que la dette évolue à hausse malgré les remises de dettes. La relation inverse du service de la dette avec le produit intérieur brut montre que la dette n'a pas favorisé la croissance économique.

Les hypothèses	Conclusion
H ₁ : la dette extérieure publique évolue à la hausse malgré les remises de dettes obtenues	Validée

H ₂ : la dette extérieure publique n'a pas favorisé la croissance économique du Bénin	Validée
--	---------

B- Recommandation

Au terme de cette étude, il apparaît important, pour une meilleure politique de gestion de la dette extérieure publique afin de favoriser la croissance économique du Bénin, de formuler un certains nombres de recommandations principalement à l'endroit du gouvernement. Il est nécessaire pour le gouvernement de :

- Assurer toujours son service de la dette. Nos résultats comportent cette solution puisque le désintéressement régulier de ces engagements financiers contribuent à baisser le PIB ;
- Faciliter l'investissement dans le domaine des produits manufacturés ;
- Favoriser l'investissement public de long terme ;
- Contribuer à rendre opérationnelle tous les services du ministère en charge de la dette ;
- Créer des entreprises dans les secteurs à forte valeur ajoutée (transformation des produits agricoles en vue de leur exportation) à cause de l'étroitesse de la base d'investisseur et le faible développement industriel du Bénin et ceci en partenariat avec le secteur privé ;
- Mené une politique commerciale basée sur la promotion des échanges sous régionaux par une diversification des produits d'exportations qui doivent être accompagnés de la diversification des partenaires commerciaux ;
- Encourager les exportations et décourager les importations afin d'améliorer la variation des termes de l'échange ;
- Mettre en place une loi établie par une association des économistes pouvant aider le Gouvernement à la prise des décisions économique afin de favoriser un quelconque décollage économique.

CONCLUSION

Pour rattraper le niveau des pays en développement industrialisés, les pays en développement comprennent qu'ils doivent également commencer par se doter d'infrastructures adéquates. La réalisation de telles infrastructures nécessite assez souvent d'importantes dépenses publiques.

Dans le temps les recettes publiques essentiellement fiscales, de ces économies sont bien limitées et l'épargne intérieure y est généralement faible. Devant cette insuffisance des ressources intérieures, les économies en développement sont amenées à emprunter auprès de l'extérieure pour financer la partie de leur investissement non couverte par leurs ressources internes. Dès lors, elles peuvent désormais faire face à toutes les dépenses nécessaires pour leur développement. Mais force est de constater, des années plus tard que ces pays demeurent encore sous-développés. Le pire de tout est qu'ils éprouvent même des difficultés avérées pour rembourser les dettes contractées ; comme en témoigne les nombreux plans d'annulation mise en place pour rendre leur dette soutenable.

C'est dans le but d'apporter des propositions à un tel problème que cette étude a été réalisée. L'analyse de l'effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique du Bénin montre que les variables pertinentes sont : l'investissement public (INVP) qui a un effet positif sur le PIB ; le service de la dette (Servdet) et l'encours de la dette (Encdet) ont un effet négative sur le PIB. Tandis que celle non significative sont : le degré d'ouverture commercial et la variation des termes de l'échange. Malgré la non significativité du degré d'ouverture commerciale, il contribue à l'amélioration de la croissance économique. Enfin la dette extérieure du Bénin évolue à la hausse malgré les remises de dettes obtenues et ne favorise pas la croissance économique du Bénin.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Alesina, et Tabellini (1989). External debt, capital flight and political risk. *Journal of International Economics*, vol 27, November.

BARRO, R. J. (1989) "The Ricardian Approach to Budget Deficits". The journal of Economic Perspectives, Vol.31974 Pp 37-54

BIPEN (1988), Bilan et perspectives de l'Economie Nationale, Bénin

COHEN: (1996). The sustainability of African Debt, the worlds Bank. Policy Research.

Dessus, S. et Herrera, R. (1996), le rôle du capitale public dans la croissance des pays en développement au cours des années 80, Documents techniques N°115

DOMAR, E. (1944). The burden of the debt and of national income, American Economic Review, 34, pp.793-827.

Eichengreen, B. et Richard P. (1986). Debt and Default in the 1930: causes and consequences. European Economic Review, Washington.

HOUENINVO, T. (2003), CAPOD, productivité potentielle, déficit budgétaire et soutenabilité de la dette : cas du Bénin.

KOTCHIKPA, G. L. (2008). Mémoire de master à l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) sur le thème : analyse des déterminants de l'endettement extérieur public des pays faible revenu : cas du Bénin.

MANKIW, N. G. (2003). Macroéconomie, édition De Boeck, France, 655 pages.

N'DIAYE (1993), cité par Traoré dans Analyse des déterminants de l'endettement extérieur public des pays en développement.

OJO, K. O. (1989). Debt capacity model of Sub-saharan African Economic Issues and perspectives. Development Policy Review, vol 7. Washington.

ROUGIER, T. (1994). Etude de la croissance du PIB par habitant en Afrique sur longue période. Rapport du DESS Statistique et économétrie, Université Paul Sabatier, Toulouse III, 1994.

RAFFINOT, M. (1998). Soutenabilité de la dette extérieure : de la théorie aux modèles d'évaluation pour les pays à faible revenu. DIAL document de travail N°1, 38 pp

SACHS, J. (1989). New approches to the Latin American debt crisis. Essays in International Finance, 174.

YAPO, L. (2002). Les déterminants de l'endettement extérieur des PPTE: cas de la Cote d'Ivoire. World Intitute for Development economics Research, Discution Papers N°14, janvier 29 p.

Kouton, P. M. D et Remi A. (2011). Mémoire de maitrise des Sciences Economiques sur le thème : analyse des déterminants de l'endettement extérieur au Bénin.

GBENOUKPO, M. A. D (2009). Mémoire de DEA sur le thème : effet de la dette extérieure sur la croissance économique au Bénin.

Document de stratégie d'endettement public pour l'année 2013, Octobre 2012.

ANNEXES

Annexe 1 : données d'estimation

Années	PIB	I NVP	OUVC	Servdet	VTE	Encdet
1980	382.68	14.90	62.07	15.63	79.11	129.39
1981	421.43	58.40	62.33	67.72	79.02	150.58
1982	433.56	58.60	65.01	76.41	86.07	217.88
1983	416.37	35.80	62.89	41.52	79.52	230.38
1984	451.24	23.40	61.62	28.84	79.62	220.70
1985	491.66	8.50	61.05	11.25	78.90	268.35
1986	502.33	18.16	62.32	25.58	78.38	380.92
1987	457.40	26.72	67.27	31.66	71.92	265.73
1988	468.35	33.48	51.28	28.25	63.65	285.68
1989	465.10	25.90	44.07	42.72	74.66	231.93
1990	533.64	26.90	45.72	12.18	72.27	242.51
1991	560.28	28.20	51.35	10.00	69.22	281.94
1992	594.52	24.10	50.03	15.27	68.45	281.38
1993	644.06	28.50	43.96	19.33	71.44	321.35
1994	887.40	55.40	57.31	23.47	81.45	628.43
1995	1082.80	78.20	58.81	21.77	74.25	703.07
1996	1207.80	71.80	55.18	19.34	75.25	757.16
1997	1323.90	83.70	54.89	28.42	74.68	748.22
1998	1448.30	77.44	53.78	28.50	72.85	771.50
1999	1532.20	88.40	58.20	37.83	70.34	847.56
2000	1679.80	116.45	52.38	31.34	74.63	910.47
2001	1832.10	99.40	50.63	18.16	69.90	974.37
2002	1957.00	95.81	52.97	19.38	67.60	941.64
2003	2067.50	135.78	50.18	15.66	66.47	833.54
2004	2140.04	131.00	47.23	14.91	69.46	826.26
2005	2298.71	144.20	43.97	12.89	67.42	919.39
2006	2460.06	120.60	49.96	14.95	68.14	519.77
2007	2641.60	205.87	62.61	15.24	64.13	229.73
2008	2974.70	174.70	60.66	17.01	67.93	415.10
2009	3251.01	302.30	53.44	34.44	64.72	462.19
2010	3279.63	177.20	57.72	23.91	67.14	582.87
2011	3443.50	226.60	54.34	25.73	72.12	613.65
2012	3824.20	257.00	53.69	-	70.28	667.00

Source : BM, CAA, DGAE et INSAE

Annexe 2 :

Test stationnarité

LPIB

NullHypothesis: D(LPIB) has a unit root

Exogenous: None

LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-2.297190	0.0231
Test critical values: 1% level	-2.641672	
5% level	-1.952066	
10% level	-1.610400	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB,2)

Method: Least Squares

Date: 04/11/15 Time: 19:05

Sample (adjusted): 1982 2012

Included observations: 31 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB(-1))	-0.301934	0.131436	-2.297190	0.0288
R-squared	0.149579	Meandependent var		0.000271
Adjusted R-squared	0.149579	S.D. dependent var		0.078626
S.E. of regression	0.072507	Akaike info criterion		-2.378528
Sumsquaredresid	0.157720	Schwarz criterion		-2.332271
Log likelihood	37.86719	Hannan-Quinn criter.		-2.363450
Durbin-Watson stat	2.101104			

LINVP

NullHypothesis: D(LINVP) has a unit root

Exogenous: None

LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-6.890833	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.641672	
5% level	-1.952066	
10% level	-1.610400	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LINVP,2)

Method: Least Squares

Date: 04/11/15 Time: 19:10

Sample (adjusted): 1982 2012

Included observations: 31 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LINVP(-1))	-1.046753	0.151905	-6.890833	0.0000
R-squared	0.611039	Meandependent var	-0.040002	
Adjusted R-squared	0.611039	S.D. dependent var	0.599316	
S.E. of regression	0.373774	Akaike info criterion	0.901395	
Sumsquaredresid	4.191208	Schwarz criterion	0.947653	
Log likelihood	-12.97162	Hannan-Quinn criter.	0.916474	
Durbin-Watson stat	2.047074			

LOUVC

NullHypothesis: D(LOUVC) has a unit root

Exogenous: None

LagLength: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-5.969799	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LOUVC,2)

Method: Least Squares

Date: 04/11/15 Time: 19:11

Sample (adjusted): 1983 2012

Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOUVC(-1))	-1.462533	0.244989	-5.969799	0.0000
D(LOUVC(-1),2)	0.427323	0.171486	2.491877	0.0189
R-squared	0.601579	Meandependent var	-0.001804	
Adjusted R-squared	0.587350	S.D. dependent var	0.154811	
S.E. of regression	0.099447	Akaike info criterion	-1.714042	
Sumsquaredresid	0.276912	Schwarz criterion	-1.620629	

Log likelihood 27.71063 Hannan-Quinn criter. -1.684159
 Durbin-Watson stat 2.025110

LSERVDET

NullHypothesis: D(LSERVDET) has a unit root

Exogenous: None

LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-6.778152	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LSERVDET,2)

Method: Least Squares

Date: 04/11/15 Time: 19:12

Sample (adjusted): 1982 2011

Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LSERVDET(-1))	-1.066431	0.157334	-6.778152	0.0000
R-squared	0.611377	Meandependent var		-0.045134
Adjusted R-squared	0.611377	S.D. dependent var		0.700109
S.E. of regression	0.436445	Akaike info criterion		1.212457
Sumsquaredresid	5.524045	Schwarz criterion		1.259163
Log likelihood	-17.18685	Hannan-Quinn criter.		1.227398
Durbin-Watson stat	2.136268			

LVTE

NullHypothesis: D(LVTE) has a unit root

Exogenous: None

LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-7.631105	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.641672	
5% level	-1.952066	
10% level	-1.610400	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LVTE,2)

Method: Least Squares

Date: 04/11/15 Time: 19:13

Sample (adjusted): 1982 2012

Included observations: 31 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LVTE(-1))	-1.322712	0.173332	-7.631105	0.0000
R-squared	0.659973	Meandependent var		-0.000797
Adjusted R-squared	0.659973	S.D. dependent var		0.103877
S.E. of regression	0.060573	Akaike info criterion		-2.738224
Sumsquaredresid	0.110071	Schwarz criterion		-2.691967
Log likelihood	43.44248	Hannan-Quinn criter.		-2.723146
Durbin-Watson stat	2.098091			

LENCDET

NullHypothesis: D(LENCDET) has a unit root

Exogenous: None

LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-5.112208	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.641672	
5% level	-1.952066	
10% level	-1.610400	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LENCDET,2)

Method: Least Squares

Date: 04/11/15 Time: 19:13

Sample (adjusted): 1982 2012

Included observations: 31 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LENCDET(-1))	-0.927882	0.181503	-5.112208	0.0000
R-squared	0.465553	Meandependent var		-0.002203
Adjusted R-squared	0.465553	S.D. dependent var		0.390280
S.E. of regression	0.285318	Akaike info criterion		0.361300

Sumsquaredresid	2.442188	Schwarz criterion	0.407558
Log likelihood	-4.600152	Hannan-Quinn criter.	0.376379
Durbin-Watson stat	1.971624		

Test de Co intégration

Date: 04/11/15 Time: 19:23
 Sample (adjusted): 1982 2011
 Included observations: 30 after adjustments
 Trend assumption: Lineardeterministic trend
 Series: LPIB LOUVC LINVP LENCDET LSERVDET
 LVTE
 Lagsinterval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.865533	131.8835	95.75366	0.0000
At most 1 *	0.538358	71.69040	69.81889	0.0352
At most 2 *	0.495273	48.50145	47.85613	0.0434
At most 3	0.421172	27.98933	29.79707	0.0797
At most 4	0.298132	11.58684	15.49471	0.1778
At most 5	0.031705	0.966561	3.841466	0.3255

Trace test indicates 3 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.865533	60.19305	40.07757	0.0001
At most 1	0.538358	23.18895	33.87687	0.5161
At most 2	0.495273	20.51212	27.58434	0.3068
At most 3	0.421172	16.40249	21.13162	0.2022
At most 4	0.298132	10.62028	14.26460	0.1743
At most 5	0.031705	0.966561	3.841466	0.3255

Max-eigenvalue test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegrating Coefficients (normalized by b'S11*b=I):

LPIB	LOUVC	LINVP	LENCDET	LSERVDET	LVTE
6.561318	-14.39702	-3.319791	-2.735295	2.140323	26.54671
-1.245899	-5.383932	0.234286	0.790313	3.282495	-10.90918

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

LPIB	LOUVC	LINVP	LENCDET	LSERVDET	LVTE
1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	-4.709039 (1.00827)	17.77276 (6.11308)
0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	-0.312027 (0.06137)	0.004577 (0.37211)
0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	-5.494909 (1.05862)	20.34105 (6.41835)
0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	-3.766913 (0.96433)	8.215609 (5.84669)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(LPIB)	-0.035978 (0.09198)	-0.079646 (0.20101)	0.014619 (0.06406)	0.026554 (0.03868)
D(LOUVC)	0.441193 (0.08060)	-1.258386 (0.17614)	-0.186344 (0.05614)	-0.197076 (0.03389)
D(LINVP)	0.840640 (0.41183)	0.055755 (0.89998)	-0.787510 (0.28683)	0.080846 (0.17317)
D(LENCDET)	0.347122 (0.39511)	0.866567 (0.86343)	-0.224709 (0.27518)	-0.222915 (0.16614)
D(LSERVDET)	0.057429 (0.44056)	1.697633 (0.96275)	-0.048175 (0.30684)	0.066140 (0.18525)
D(LVTE)	-0.019431 (0.08662)	0.060479 (0.18928)	0.004309 (0.06033)	0.006585 (0.03642)

5 Cointegrating
Equation(s):

Log
likelihood 176.2053

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

LPIB	LOUVC	LINVP	LENCDET	LSERVDET	LVTE
1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	22.56212 (4.86501)
0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.321926 (0.43885)
0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	25.92968 (6.00770)
0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	12.04677 (3.74374)
0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	1.017055 (1.60356)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(LPIB)	-0.028613 (0.09066)	-0.136853 (0.20707)	0.012133 (0.06295)	0.008472 (0.04284)	0.022732 (0.05843)
D(LOUVC)	0.449896 (0.07820)	-1.325987 (0.17862)	-0.189282 (0.05430)	-0.218443 (0.03695)	0.091788 (0.05040)
D(LINVP)	0.865478	-0.137177	-0.795893	0.019866	0.076488

	(0.40919)	(0.93463)	(0.28412)	(0.19336)	(0.26372)
D(LENCDET)	0.372490	0.669507	-0.233272	-0.285199	0.199829
	(0.39202)	(0.89541)	(0.27220)	(0.18525)	(0.25266)
D(LSERVDE T)	0.111765	1.275561	-0.066516	-0.067264	-0.719516
	(0.42280)	(0.96571)	(0.29357)	(0.19979)	(0.27249)
D(LVTE)	-2.45E-05	-0.090266	-0.002241	-0.041061	0.047380
	(0.07354)	(0.16798)	(0.05106)	(0.03475)	(0.04740)

Annexe 3

Estimation du modèle par MCO

Dependent Variable: LPIB

Method: Least Squares

Date: 04/11/15 Time: 19:32

Sample (adjusted): 1980 2011

Included observations: 32 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOUVC	0.476097	0.367714	1.294748	0.2068
LINVP	0.669819	0.066352	10.09493	0.0000
LENCDET	0.255694	0.084605	3.022225	0.0056
LSERVDET	-0.409319	0.094774	-4.318913	0.0002
LVTE	-0.613645	0.724975	-0.846436	0.4050
C	17.52640	16.69738	1.049650	0.3035
R-squared	0.941859	Meandependent var	27.68421	
Adjusted R-squared	0.930678	S.D. dependent var	0.766963	
S.E. of regression	0.201935	Akaike info criterion	-0.194383	
Sumsquaredresid	1.060220	Schwarz criterion	0.080443	
Log likelihood	9.110121	Hannan-Quinn criter.	-0.103286	
F-statistic	84.23712	Durbin-Watson stat	1.422475	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Test de Breusch Godfrey

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	0.550311	Prob. F(5,26)	0.7366
Obs*R-squared	3.062433	Prob. Chi-Square(5)	0.6904
Scaled explained SS	1.255237	Prob. Chi-Square(5)	0.9395

Test Equation:
 Dependent Variable: RESID^2
 Method: Least Squares
 Date: 04/11/15 Time: 19:36
 Sample: 1980 2011
 Included observations: 32

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	1.160298	3.220687	0.360264	0.7216
LOUVC	0.001327	0.070927	0.018715	0.9852
LINVP	-0.010046	0.012798	-0.784928	0.4396
LENCDET	-0.003730	0.016319	-0.228537	0.8210
LSERVDET	-0.011374	0.018280	-0.622183	0.5392
LVTE	-0.021564	0.139837	-0.154206	0.8786
R-squared	0.095701	Meandependent var	0.033132	
Adjusted R-squared	-0.078203	S.D. dependent var	0.037511	
S.E. of regression	0.038950	Akaike info criterion	-3.485697	
Sumsquaredresid	0.039445	Schwarz criterion	-3.210871	
Log likelihood	61.77115	Hannan-Quinn criter.	-3.394600	
F-statistic	0.550311	Durbin-Watson stat	2.083694	
Prob(F-statistic)	0.736636			

Test de White

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	2.994523	Prob. F(15,16)	0.0183
Obs*R-squared	23.59524	Prob. Chi-Square(15)	0.0723
Scaledexplained SS	9.671271	Prob. Chi-Square(15)	0.8399

Test Equation:
 Dependent Variable: RESID^2
 Method: Least Squares
 Date: 04/11/15 Time: 19:41
 Sample: 1980 2011
 Included observations: 32
 Collinear test regressorsdroppedfromspecification

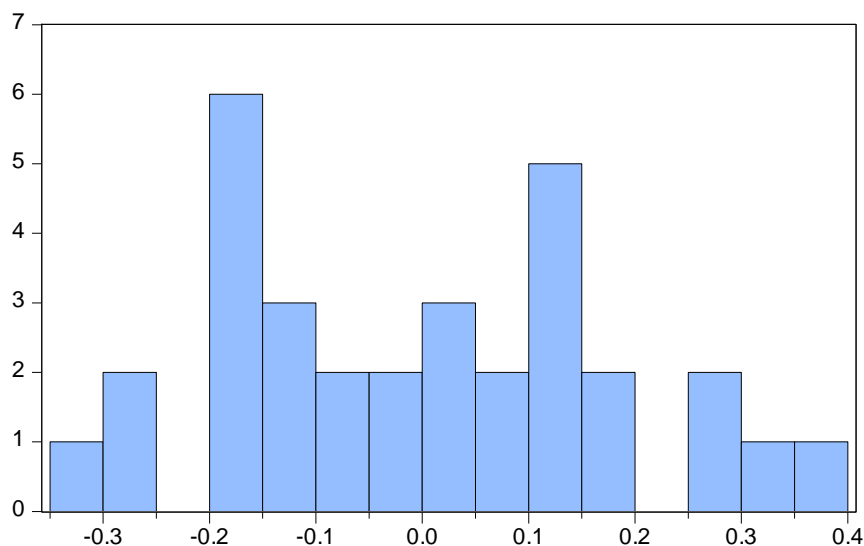
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-78.32616	200.4064	-0.390837	0.7011
LOUVC	7.768503	8.086834	0.960636	0.3510
LOUVC*LINVP	-0.100088	0.153193	-0.653350	0.5228
LOUVC*LENCDE				
T	0.281745	0.248925	1.131848	0.2744
LOUVC*LSERVD				
ET	-0.365275	0.156035	-2.340977	0.0325

LOUVC*LVTE	-0.159692	0.170419	-0.937056	0.3627
LINVP	-3.040283	5.530139	-0.549766	0.5901
LINVP^2	0.005107	0.020768	0.245897	0.8089
LINVP*LENCDET	0.040725	0.030033	1.356031	0.1939
LINVP*LSERVDE				
T	0.010355	0.028645	0.361496	0.7225
LINVP*LVTE	0.157189	0.171066	0.918882	0.3718
LENCDET	-3.879781	7.536782	-0.514779	0.6137
LENCDET^2	-0.049962	0.040599	-1.230623	0.2362
LENCDET*LSERV				
DET	-0.059539	0.032105	-1.854477	0.0822
LSERVDET	5.988875	3.515861	1.703388	0.1078
LSERVDET^2	0.090994	0.030758	2.958352	0.0092
<hr/>				
R-squared	0.737351	Meandependent var	0.033132	
Adjusted R-squared	0.491118	S.D. dependent var	0.037511	
S.E. of regression	0.026759	Akaike info criterion	-4.097039	
Sumsquaredresid	0.011457	Schwarz criterion	-3.364171	
Log likelihood	81.55262	Hannan-Quinn criter.	-3.854114	
F-statistic	2.994523	Durbin-Watson stat	2.524248	
Prob(F-statistic)	0.018250			

Annexe 4 :

Test de diagnostic

Test de Jarque-Bera



Series: Residuals	
Sample 1980 2011	
Observations 32	
Mean	2.22e-16
Median	0.000649
Maximum	0.398128
Minimum	-0.333292
Std. Dev.	0.184934
Skewness	0.207918
Kurtosis	2.241774
Jarque-Bera	0.997102
Probability	0.607410

Test de Ramsey

Ramsey RESET Test

Equation: UNTITLED

Specification: LPIB LOUVC LINVP LENCDET LSERVDET

LVTE C

Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	3.825997	25	0.0008
F-statistic	14.63825	(1, 25)	0.0008
Likelihood ratio	14.74940	1	0.0001

F-test summary:

	Sum of Sq.	df	Mean Squares
Test SSR	0.391535	1	0.391535
Restricted SSR	1.060220	26	0.040778
Unrestricted SSR	0.668685	25	0.026747
Unrestricted SSR	0.668685	25	0.026747

LR test summary:

	Value	df
RestrictedLogL	9.110121	26
UnrestrictedLogL	16.48482	25

Unrestricted Test Equation:

Dependent Variable: LPIB

Method: Least Squares

Date: 04/11/15 Time: 19:45

Sample: 1980 2011

Included observations: 32

Variable	Coefficien t	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOUVC	-8.637949	2.400680	-3.598126	0.0014
LINVP	-12.22637	3.371102	-3.626817	0.0013
LENCDET	-4.507933	1.246952	-3.615161	0.0013
LSERVDET	7.505378	2.070086	3.625636	0.0013
LVTE	11.01536	3.095663	3.558320	0.0015
C	-54.33181	23.14352	-2.347603	0.0271
FITTED^2	0.346434	0.090547	3.825997	0.0008
R-squared	0.963330	Meandependent var	27.68421	
Adjusted R-squared	0.954529	S.D. dependent var	0.766963	
S.E. of regression	0.163546	Akaike info criterion	-0.592801	
Sumsquaredresid	0.668685	Schwarz criterion	-0.272172	
Log likelihood	16.48482	Hannan-Quinn criter.	-0.486522	
F-statistic	109.4593	Durbin-Watson stat	1.421670	
Prob(F-statistic)	0.000000			

TABLE DES MATIERES

SPEECH

Excellence Monsieur le Président du jury ;

Gilbert William

Honorables messieurs les membres de jury ;

Avant tout propos en ce jour où nous avons l'honneur de vous présenter les résultats de notre recherche, nous voudrions vous témoigner notre gratitude et de toute notre reconnaissance pour l'honneur que vous nous faites, en acceptant d'apprécier ce travail de mémoire malgré vos multiples occupations.

Chers parents, amis et distingués invités, nous vous remercions pour votre présence effective

Le travail que nous avons l'honneur de vous présenter la quintessence s'intitule « Analyse de l'effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique au Bénin de 1960 à 2012 ». La rédaction de ce travail de recherche nous a conduits à effectuer notre stage à la DPE (Direction de la Promotion Economique) affilié à la Direction Générale des Affaires Economique (DGAE) où nous avons effectués nos recherches.

Le travail que voici s'articule autour de 4 points :

Après avoir présenté de façon brève le problème que pose notre thème, nous vous ferons part des objectifs et des hypothèses de notre étude. L'exposé de la méthodologie utilisée sera suivi de la présentation des résultats auxquels nous sommes parvenus, de la discussion et des recommandations

Excellence Monsieur le Président du jury ;

Honorables messieurs les membres de jury ;

Les pays en développement vue leur contexte économique ont bénéficiés de prêts considérables qui devraient permettre l'accroissement de l'investissement et de la croissance économique de ces pays depuis les indépendances. Les besoins d'investissements nécessaires pour atteindre leurs objectifs de développement étaient largement au-dessus des ressources internes disponibles. Ainsi, le recours à l'endettement extérieur pour combler le déficit de capitaux propres nécessaires au financement du développement économique était la seule solution qui s'offrait à eux.

L'endettement extérieur est considéré comme la dette contractée chaque année par un gouvernement ou un Etat auprès des pays partenaires et institutions financières internationales, pour financer son économie.

Le Bénin n'est pas resté en marge de ce problème d'endettement massif des pays en voie de développement. Frappé par une crise économique et financière caractérisée par une baisse remarquable du PIB, un déficit chronique des finances publiques, avec une accumulation d'arriérés tant intérieure qu'extérieure, un effondrement du système bancaire et une perte de compétitivité ; le Bénin s'est lancé au début des années 1970 dans une politique d'endettement intérieur et extérieur qui a une répercussion négative sur les finances publiques.

Malgré les différentes mesures d'allègement de dette extérieure apportées au Bénin, le pays reste toujours un pays pauvre endetté. C'est pour cela que nous avons choisi d'étudier l'impact de la dette extérieure publique sur la croissance économique au Bénin. Sur ce, on se pose un certain nombre de question :

- Quelle est l'évolution de l'encours de la dette extérieure du Bénin ?
- Quelle influence la dette extérieure a sur la croissance économique du Bénin ?

Pour répondre à ces préoccupations, nous nous sommes fixés comme objectif général d'analyser l'effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique au Bénin.

L'atteinte de cet objectif passe par deux objectifs spécifiques à savoir :

- ❖ Examiner l'évolution de la dette publique extérieure du Bénin
- ❖ Estimer l'influence de la dette publique extérieure sur la croissance économique du Bénin

Pour atteindre ces objectifs, les hypothèses suivantes ont été formulées :

- ❖ H_1 : la dette extérieure du Bénin évolue à la hausse malgré les remises de dettes obtenues
- ❖ H_2 : la dette extérieure ne favorise pas la croissance économique du Bénin

Excellence Monsieur le Président du jury ;

Sémalon Dominique

Honorables messieurs les membres de jury ;

Afin de tester les différentes hypothèses formulées, la méthodologie utilisée a consisté d'une part à la recherche documentaire et d'autre part à la collecte, au traitement et à l'analyse des données chronologiques.

Ainsi nous avons utilisé dans le cadre de cette étude, les outils de la statistique descriptives et l'économétrie pour l'analyse et présentation des résultats.

Pour l'analyse de l'effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique au Bénin on s'est inspiré d'un modèle de croissance endogène, dont le précurseur est Ojo.

Il se présente comme suit :

Log(produit intérieur brut) qui est en fonction du log(investissement public), du log(degré d'ouverture commerciale), du log(service de la dette) du log(variation des termes de l'échange) et du log(encours de la dette)

Source des données

Les données annuelles utilisées dans le cadre de notre étude sont des séries temporelles, couvrant la période de 1980 à 2012, soit un échantillon de 33 observations et proviennent essentiellement des bases de la DGAE, de la Banque Mondiale et de INSAE. Enfin, pour l'analyse et traitement des données, nous avons utilisés principalement la méthode axée sur les techniques économétriques à l'aide du logiciel Eviews7.

Excellence Monsieur le Président du jury ;

Honorables messieurs les membres de jury ;

Avant les estimations nous avons procédé à un diagnostic de la dette publique extérieure qui nous a permis de constater que cette dette évolue à la hausse chaque année.

Après les estimations, il résulte que les variables sont stationnaires.

En générale le test de cointégration d'Engel Granger montre qu'il existe une relation de cointégration entre les variables du modèle. L'estimation peut donc se faire à l'aide de la méthode des Moindres Carrés Ordinaire.

Les résultats auxquels nous sommes parvenus sont :

Il ressort donc de l'estimation du modèle que les variables explicatives expliquent à 94,18% la variable endogène (PIB). Le modèle est globalement significatif car la statistique de Fisher à une probabilité égale à 0,0000 inférieure à 5%.

Excellence Monsieur le Président du jury ;

Honorables messieurs les membres de jury ;

De l'interprétation économique de nos variables, on en déduit que les signes attendus des coefficients des variables du modèle sont obtenus même si ces dernières ne sont pas toutes significatives au seuil de 5%. En effet, l'investissement public qui est l'une des variables exogènes de notre modèle est significatif. Sa croissance de 1% entraîne une augmentation du PIB de 0,6694%

Pour ce qui concerne l'encours de la dette, il est significatif et sa croissance de 1% entraîne une augmentation de 0,2563% du PIB

Tout ceci nous permet de confirmer les deux hypothèses précédemment formulées.

En outre, la variable service de la dette est significatif au seuil de 5%. Sa significativité s'accompagne d'une régression de PIB. Ainsi une augmentation de 1% du service de la dette entraîne une diminution de 0,4067% du PIB.

Excellence Monsieur le Président du jury ;

Honorables messieurs les membres de jury ;

De l'analyse de nos résultats l'investissement public et l'encours de la dette sont deux facteurs importants de la dette publique extérieure qui contribuent à la croissance économique au Bénin.

Face à cette situation, il est important de formuler quelques recommandations pour améliorer l'impact de ces variables sur la croissance économique au Bénin. Ces recommandations sont formulées à l'endroit du gouvernement.

- Assurer toujours son service de la dette. Nos résultats comportent cette solution puisque le désintéressement régulier de ces engagements financiers contribuent à baisser le PIB ;
- Faciliter l'investissement dans le domaine des produits manufacturés ;
- Favoriser l'investissement public de long terme ;

- Contribuer à rendre opérationnelle tous les services du ministère en charge de la dette ;
- Créer des entreprises dans les secteurs à forte valeur ajoutée (transformation des produits agricoles en vue de leur exportation) à cause de l'étroitesse de la base d'investisseur et le faible développement industriel du Bénin et ceci en partenariat avec le secteur privé ;
- Mené une politique commerciale basée sur la promotion des échanges sous régionaux par une diversification des produits d'exportations qui doivent être accompagnés de la diversification des partenaires commerciaux ;
- Encourager les exportations et décourager les importations afin d'améliorer la variation des termes de l'échange ;
- Mettre en place une loi établie par une association des économistes pouvant aider le Gouvernement à la prise des décisions économique afin de favoriser un quelconque décollage économique.

Excellence Monsieur le Président du jury ;

Gilbert William

Honorables messieurs les membres de jury ;

Nous n'avons pas la prétention d'avoir cerner tous les contours de ce travail.

Nous souhaitons vos remarques et suggestions pour l'amélioration de sa qualité en vue d'ouvrir la porte pour d'autres recherches plus approfondies sur le dit thème.

Merci